

Table des matières

Denis Fadda	
<i>Préface. Langues minoritaires et mondialisation</i>	5-10
Giovanni Agresti, Jean-Philippe Zouogbo	
<i>Promouvoir les langues, entendre les locuteurs</i>	11-28
Première partie <i>Advocatus diaboli</i> ?	
Christian Tremblay	
<i>Le plurilinguisme dans le développement durable : quelques leçons des Assises de Bucarest (23-24 mai 2019)</i>	31-59
Jean-Michel Éloy	
<i>Développement humain-linguistique : quelques pistes pour de nouveaux modèles</i>	60-82
Martine Boudet	
<i>Les langues-cultures moteurs de démocratie et de développement : expertise d'une publication académique et citoyenne</i>	83-98
Josep M. Nadal, Francesc Feliu	
<i>Le multilinguisme, au-dedans et en dehors des langues. Déséquilibres, adaptabilité et sentiments</i>	99-117
Monique Marneffe	
<i>Contexte 'politico-linguistico-culturel' belge et perceptions (inter)culturelles d'étudiants francophones et néerlandophones engagés dans un dispositif de télécollaboration (e-tandem)</i>	
119-154	
Carmen Saggiomo	
<i>Le développement d'une communauté linguistique et l'inéluçtabilité de la mémoire</i>	155-174

Deuxième partie | Amplifier la voix des minorités

Salam Diab-Duranton

Néo-codage et dynamique lexicale dans le discours protestataire177-203

Natacha Niemants

L'accueil des patient.e.s francophones dans les institutions de soin en Italie : pour une interprétation des silences205-233

Patrycja Bobowska-Nastarzewska

L'image des minorités nationales et ethniques en Pologne à travers l'exemple des communautés rom et juive243-255

Themistoklis Papadopoulos

L'immigration et les langues minoritaires en Grèce contemporaine : le cas de l'albanais et de l'aroumain...257-276

Denis FADDA¹

Préface. Langues minoritaires et mondialisation

J'ai eu le privilège de voir naître POCLANDE, c'était par une de ces merveilleuses nuits africaines qui, personnellement, m'ont toujours ému et fasciné, près d'Accra, vers deux ou trois heures du matin. Après plusieurs heures de travail, le dernier article des statuts qui régissent aujourd'hui le réseau venait d'être bouclé. Ce qui nous vaut d'être aujourd'hui si nombreux réunis au cœur de la remarquable Université Bordeaux Montaigne qui nous fait le plaisir de nous accueillir.

¹ Denis FADDA est titulaire d'un doctorat d'État de droit, d'un diplôme de 3^e cycle d'histoire, d'un DES de science politique, d'un diplôme de l'*Institut des hautes études internationales*. Il est ancien élève de l'*Institut des hautes études de l'Amérique latine* et de *Langues 'O*. Fonctionnaire international à l'*Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture* (1979), il devient vice-président puis président de l'*Union des Français de Rome* (1983-1990) et membre du comité directeur de *Mémoire d'Afrique du nord* (depuis 2004). Secrétaire général du Cercle universitaire « Connaissance de l'Afrique » (1972-1978), administrateur et secrétaire général de l'*Office national Information, Culture et Immigration* (1977-1981) et de l'*Agence de développement des relations interculturelles* (1981-1984), il est administrateur du *Centre d'accueil et de pré-orientation des travailleurs migrants* (1977-1984). Il préside l'*Association de coopération et de liaison France-Afrique* (2001), est membre coopté de l'*Association internationale du droit de la mer* (2003), membre du comité d'honneur de la *chaire Villaroel* de droit international humanitaire (Univ. Carlos III, Madrid), du conseil scientifique du programme d'intelligence économique (Univ. Cattolica S.C., Rome), fondateur du *Forum méditerranéen de la culture*, membre du conseil scientifique de la *Fondation Algérie Maroc Tunisie* (Paris), membre du jury du Prix international Abdou Diouf et administrateur de l'*Université internationale francophone Léopold Senghor* (2010). Denis Fadda est élu membre titulaire de la 5^e section de l'*Académie des sciences d'outre-mer* le 5 décembre 2003. Président de La Renaissance Française, organisation ayant pour objectif de faire rayonner la francophonie et ses valeurs humanistes partout dans le monde, il est également membre d'honneur du réseau international POCLANDE.

Je vous laisse donc imaginer ce que peut être ma satisfaction de voir cet aboutissement. Trois journées de travail, quelque soixante participants, et sans doute même plus, pour traiter du thème qui a été proposé : « Les territoires de la linguistique pour le développement ».

Pour faciliter leur développement, les pays aujourd'hui les plus riches ont souvent considéré qu'il fallait écarter, voire éradiquer les langues minoritaires, les dialectes, les patois, les parlers au profit d'une langue unique susceptible d'unir, de faciliter les échanges économiques et surtout de permettre à l'Etat d'asseoir sa puissance. Ce faisant, ces Etats se sont privés d'une richesse considérable et ont sans doute un peu perdu leur âme. Une langue c'est une culture – toute langue véhicule une culture – c'est aussi une histoire et une mémoire.

Dans le monde d'aujourd'hui, heureusement, dans les pays les plus riches, une certaine prise de conscience s'est faite jour du côté des pouvoirs publics. C'est ainsi qu'en Europe, a été adopté en 1992 la *Charte européenne des langues régionales ou minoritaires* et que, par exemple, en France, la Délégation à la langue française est devenue en 2001 « Délégation à la langue française et aux langues de France ».

Cette prise de conscience n'a été possible que parce que la société civile, les peuples, se sont souvent réveillés lorsqu'ils ont vu arriver l'inéluctable, la mort de leur propre langue ou celle de leurs parents. Des mouvements puissants sont quelquefois nés qui ont revendiqué l'enseignement de leur langue, puis son utilisation dans l'espace public, voire dans le cadre des institutions administratives et politiques ou devant les juridictions, quelquefois même ces peuples ont revendiqué la gestion de leur culture de façon souveraine. C'est le cas, entre autres, en Ecosse, en Catalogne, en Corse ; en bien d'autres territoires aussi. Auparavant la dislocation de la Tchécoslovaquie ou l'éclatement de la Yougoslavie sont nés, en grande partie, de ces aspirations-là.

En réalité, les craintes des États unitaires ne sont pas justifiées, car il n'y a pas incompatibilité entre langues régionales et locales et langue nationale qu'elle soit le français, l'anglais, l'espagnol ou une autre langue ; ces langues peuvent très bien cohabiter et même vivre ensemble. La langue nationale, langue de l'unité, langue de toute façon utile à tous, n'est en rien menacée, elle ne risque que de s'enrichir au contact des langues minoritaires.

Dans les pays du sud, sur tous les continents, la prise de conscience de la richesse considérable que constitue le patrimoine linguistique est réelle, particulièrement en Afrique.

Chaque langue est un chef d'œuvre et sa disparition constitue une tragédie pour l'humanité tout entière. Malheureusement, chaque année il en meure beaucoup ; parfois parce que ses locuteurs ont été dispersés. Or, il est difficile pour une langue de survivre hors de son territoire sauf si de fortes communautés ont pu se reconstituer.

Je le disais, une langue véhicule une culture ; elle porte en elle une mémoire et une histoire ; elle nous relie à nos racines or nos racines sont sacrées. Perdre une langue, signifie l'anéantissement de savoirs ancestraux, c'est perdre un trésor que l'on ne retrouvera jamais. C'est aussi nuire au développement. On ne peut vraiment bien œuvrer que si on le fait dans sa propre langue, dans sa propre culture – aidé par les références et les savoirs qui ont été transmis – que si on comprend bien ceux avec lesquels on doit travailler, que si on peut s'exprimer à son aise.

Les langues d'Afrique sont très nombreuses ; elles doivent toutes être sauvegardées. Chacune d'entre elles mérite un combat.

La langue première doit donc, dans tous les cas, être enseignée, dès le plus jeune âge, à la fois par la communauté elle-même et par l'école. Mais là, bien sûr, se posent de sérieuses questions financières.

La mondialisation, est perçue comme une menace alors que, enfant de l'évolution des sciences et des techniques, elle génère, à son tour, un exceptionnel développement de ces sciences et techniques. Un peu partout, des minorités culturelles et linguistiques se manifestent, cherchant à faire obstacle à la voie unique choisie. Elles considèrent que la globalisation aplatit tout, écrase les différences et qu'une seule langue, une seule culture, un seul mode de penser risquent de prévaloir.

La question, en fait, n'est pas d'être contre la mondialisation ou d'être pour, mais de savoir si nous voulons laisser faire les choses, c'est à dire laisser se construire une mondialisation porteuse d'inégalités, porteuse d'uniformité et menaçant les cultures et les langues d'arasement, voire de disparition, ou bien si, par une action volontaire, nous tentons de construire une mondialisation équilibrée.

Les menaces de la mondialisation contraignent les États à se regrouper ; ils cherchent dès lors des groupements non-hégémoniques. La Francophonie, par exemple, est précisément un ensemble où personne ne peut dominer personne.

La Francophonie peut-elle apporter des réponses réalistes, utiles, aux défis que la mondialisation fait peser sur les peuples, leur langue et leur culture ?

Relevons d'abord que cette communauté considérable, l'une des plus importantes de la planète – quelque 45% des 193 États Membres des Nations Unies sont membres de la Francophonie – peut devenir un vaste espace de solidarité.

Pour peu que l'on veuille bien y mener les politiques appropriées, cet ensemble pourrait donner l'image d'une autre mondialisation, je dirais même pourrait être le laboratoire d'une mondialisation à la fois plus équilibrée, plus solidaire, d'une mondialisation humaniste, bref d'une mondialisation réussie par l'incarnation de certaines valeurs qui se présentent comme un métissage de l'idéal républicain français et de la civilisation « senghorienne ».

Ce sont les valeurs d'égalité, de justice sociale, de respect de l'autre, d'entraide, de partage, qui peuvent être ressourcées dans les traditions nationales africaines, moyen-orientales ou asiatiques.

Peut-être même la Francophonie est-elle porteuse d'un modèle de société, de société ouverte, qui refuse l'intolérance, d'une société où la liberté n'est pas celle du renard libre dans le poulailler libre. Une société où l'intérêt privé a certes sa place mais n'est pas la mesure de tout, une société où l'intérêt général, le service public au sens propre du terme, la puissance publique, ont les moyens juridiques de prévaloir sur les intérêts particuliers.

La mondialisation dérégulée fait peser sur les cultures et sur les langues une menace d'uniformisation, nous l'avons dit. La défense de la diversité culturelle et linguistique du monde doit être et sera l'un des grands combats de ce siècle.

Dans ce combat, déjà commencé, la Francophonie constitue une défense et un rempart. La Francophonie incarne la diversité culturelle et linguistique du monde au point qu'elle a réussi à faire adopter la convention sur la diversité culturelle.

La Francophonie est particulièrement légitime dans ce combat, parce qu'elle incarne la diversité, parce que, d'une certaine façon, elle est construite sur le principe de diversité ; une diversité pacifiée.

La Francophonie, protectrice des langues minoritaires des pays qui la constituent et qui n'est dirigée contre aucune autre langue, aucune autre culture, prône le respect du pluralisme identitaire, garant de la paix civile et donc du développement. Nous pouvons dire que la Francophonie est un humanisme de la différence.

Le combat pour la diversité linguistique est intimement lié au combat pour la diversité culturelle ; ensemble ces diversités font la beauté de notre monde. La langue sous-tend la culture. Il ne peut y avoir de diversité culturelle pérenne sans diversité linguistique. La diversité linguistique est à la diversité culturelle ce que le multipartisme est à la démocratie politique.

Giovanni AGRESTI¹, Jean-Philippe ZOUOGOBO²

Promouvoir les langues, *entendre* les locuteurs

1. La linguistique pour le développement

« J'étais tapi sous le bosquet », dit le chasseur, « lorsque j'aperçus les trois lionnes s'approcher du piège dans lequel se trouvait une gazelle imposante encore vivante. Au moment où l'une d'elles tenta de porter l'estocade, je bondis de ma cachette et, courageusement, intimai l'ordre aux lionnes de s'éloigner, en brandissant mon fusil. ». « Et, tu n'as pas eu peur pour ta vie ? », lui demandèrent sa femme et ses enfants. « Tenez ! même que parce que je les ai prises en pitié, je leur ai demandé d'attendre afin que je partage avec elles quelques quartiers de la gazelle. C'est pour cette raison que vous voyez l'animal tout déchiqueté et que mes vêtements sont en lambeaux et ensanglantés ». « Mais, tu m'as l'air blessé... et cette grosse entaille ? ». « Femme, va ! »...

Les esprits avisés auront reconnu ici une adaptation libre de la fable sur « les lions, les chasseurs et les historiens » racontée par les griots mandingues et toujours ponctuée par la formule devenue proverbiale : « tant que les lions n'auront pas leurs

¹ Co-fondateur et actuel Président (depuis 2018) du Réseau international POCLANDE. Sociolinguiste s'intéressant notamment au développement social des communautés linguistiques minoritaires, Giovanni Agresti est Professeur des Universités en Sciences du langage à l'Université Bordeaux Montaigne et Maître de Conférences (HDR) en Linguistique française à l'Université de Naples « Federico II ». Coordinateur scientifique du Réseau néo-aquitain de recherche sur les francophonies FrancophoNéA (2021-).

² Jean-Philippe Zouogbo est enseignant-chercheur à l'Université Paris Cité. Ses recherches s'articulent, globalement, autour de la didactique des langues étrangères en contexte exolingue, de la figuration en phraséologie et en parémiologie, de la linguistique pour le développement et du plurilinguisme dans la coopération universitaire Nord-Sud. Il est l'un des membres fondateurs du Réseau International POCLANDE (Populations, Cultures, Langues et Développement, www.poclande.fr).

historiens, les récits de chasse seront toujours à la gloire des chasseurs ». La même scénographie pourrait être adaptée à la situation des langues et de ceux qui parlent ces langues. La langue, de ce point de vue, n'est plus un système de communication ou un phénomène culturel, réduite en cela au simple exercice universitaire. Dans diverses parties du monde, des populations ont besoin de leurs langues pour exprimer leurs besoins quotidiens. Il faut donc écouter ces femmes et ces hommes pour entendre leurs préoccupations. Ce positionnement qui fut naguère considéré comme une saine utopie commence à trouver un large écho.

Dans le développement, la linguistique est un outil essentiel pour concevoir des programmes de communication adaptés aux besoins de chaque communauté. En effet, la communication est un élément clé dans tout projet de développement, qu'il s'agisse de la santé, de l'éducation, de l'agriculture ou encore de la lutte contre la pauvreté ou contre le dérèglement climatique. C'est pour cette raison que nous³ avons fondé en 2018 le réseau international POCLANDE (Populations, Cultures, Langues et Développement). Pluri/interdisciplinaire, plurilingue et géographiquement affranchi, il regroupe des chercheurs, des experts et des praticiens ayant en commun la réflexion autour des questions du développement, pris dans ses rapports avec les langues et cultures. Ses objectifs principaux sont la mobilisation des ressources linguistiques, anthropologiques et culturelles pour le traitement des problématiques liées au développement économique et sociétal. Au titre de ses moyens et de sa démarche, retenons essentiellement la volonté de mettre à contribution la vitalité et la diversité linguistique, l'exploitation constructive des richesses culturelles et la nécessité de sortir des

³ Les huit membres fondateurs du réseau international POCLANDE réunis à Accra en avril 2018, à l'assemblée générale constitutive (www.poclande.fr).

querelles de spécialistes entre promoteurs et contempteurs des langues.

Afin d' aider à comprendre comment les langues sont utilisées dans différentes communautés et à trouver des moyens de faciliter la communication dans des contextes variés, nous nous adossons à la linguistique pour le développement⁴. Il s'agit d'un domaine qui se concentre sur l'utilisation de la linguistique pour résoudre les problèmes liés au développement. Cela peut inclure l'élaboration de politiques linguistiques pour les gouvernements et les organisations internationales, la promotion de l'alphabétisation et de l'éducation dans des langues locales, ainsi que la traduction et l'interprétation dans des contextes multilingues.

Une des raisons pour lesquelles la linguistique est si importante pour le développement est que les langues sont souvent des marqueurs de l'identité culturelle des groupes humains. Par exemple, de nombreuses communautés indigènes dans le monde pratiquent des langues qui sont menacées de disparition en raison de la domination de langues plus largement utilisées. La promotion de ces langues autochtones peut contribuer à renforcer l'identité culturelle et à améliorer la participation de ces communautés au développement.

Par ailleurs, parce qu'intimement liées aux territoires où elles sont pratiquées, ces langues permettent d'accéder à une connaissance profonde de l'environnement (toponymie, lexiques spécialisés concernant la faune et la flore, savoirs traditionnels, etc.) – connaissance plus que jamais incontournable à l'ère de la transition écologique.

À l'échelle individuelle, la maîtrise de plusieurs langues peut faciliter l'accès à des opportunités économiques et éducatives

⁴ Cf. ZOUOGBO Jean-Philippe (Sous la direction de). 2022. *Linguistique pour le développement. Concepts, contextes et empiries*. Paris, Éditions des Archives Contemporaines. Disponible en libre accès : <https://eac.ac/publications/9782813004345>. Consulté le 1^{er} juillet 2023.

pour les communautés qui ont des relations commerciales ou des partenariats avec des pays ou des régions qui parlent des langues différentes. Cela peut également contribuer à une meilleure compréhension interculturelle et à la prévention de conflits.

Enfin, la linguistique pour le développement peut également aider à lutter contre l'analphabétisme et la pauvreté en permettant aux individus de communiquer plus efficacement avec les opérateurs internationaux en charge du développement, les services gouvernementaux, les organisations non gouvernementales et les entreprises. La promotion de l'alphabétisation dans des langues locales peut permettre aux populations d'accéder à des informations sur la santé, l'agriculture, l'économie et d'autres domaines importants pour leur bien-être.

En somme, la linguistique pour le développement est un domaine crucial pour la compréhension des enjeux liés à la langue et à la communication dans les contextes de développement. Elle offre les éléments de connaissance et les moyens d'actions utiles pour œuvrer à la promotion de l'alphabétisation et de la communication interculturelle, à la réduction de la pauvreté et à la préservation de la diversité linguistico-culturelle voire de la biodiversité.

D'une manière générale, il s'agit d'une linguistique d'intervention dont l'objectif prioritaire n'est pas la défense et la promotion directes des langues en danger, mais plutôt la prise en compte des besoins de communication des populations dans leur vie quotidienne. Il est question notamment d'apporter des solutions à la dépendance communicationnelle de ces communautés et territoires face aux risques et difficultés multiples qui impactent leurs activités socioprofessionnelles voire leur dignité et de contribuer à la revitalisation de ces territoires et communautés à travers la valorisation de leurs langues et cultures. Ensuite, si nécessaire, il est question

d'intervenir (à travers leurs équipement, amplification et instrumentalisation) sur les langues qui, pour ces populations, sont indispensables : des langues de proximité (locales ou régionales mais également, le cas échéant, minoritaires non-territoriales), des langues identitaires, des langues de tradition populaire, sans évidemment occulter les langues véhiculaires et internationales pratiquées par ces groupes et/ou présentes, voire enseignées dans ces espaces géo-sociolinguistiques.

En effet, il ne faut pas confondre *la linguistique pour le développement* avec *l'aménagement linguistique*. Alors que ce dernier intervient délibérément sur les langues (au niveau du statut, du corpus et/ou de la transmission), l'objectif de la première est l'amélioration des conditions d'existence de communautés humaines, notamment les plus vulnérables, moyennant un « travail » sur leur(s) langue(s), culture(s) et mémoires⁵. Bien entendu, pour réussir, ce « travail » doit disposer d'un outil, la langue, à haut rendement – donc d'une norme et d'une place suffisamment reconnue dans la société : voilà que l'aménagement linguistique est une sorte de préalable à la linguistique pour le développement.

Les auteurs réunis dans cet ouvrage sont tous des acteurs de ce courant de pensée. Leurs contributions se recentrent autour des objectifs du réseau POCLANDE qui vise à promouvoir les langues et à rendre visibles celles et ceux qui les pratiquent en rendant leur parole audible.

⁵ Nous utilisons bien le pluriel pour indiquer qu'il est question d'au moins trois mémoires : la mémoire officielle, versée dans les textes institutionnels ; la mémoire orale explicite, subjective et collective, populaire ; la mémoire implicite : ce que l'on sait sans... le savoir. Cf. LEONARD Jean Léo. 2023 (sous presse). « L'ombre de l'éolienne ou le territoire et son double... Face à 'Notre bouche' : la pratique du huave (*ombeayiiüts*) comme forme de résistance à la spoliation territoriale », *Actes de la 5e édition du Colloque International Langue et territoire Université Paul-Valéry, Montpellier 3, 14 au 20 juin 2021*, Université de Montpellier.

2. *Advocatus diaboli* ?

Christian TREMBLAY apporte sa contribution à la saisie holistique du concept de « développement durable » pour mieux défendre le plurilinguisme et la diversité linguistique et culturelle. Il ne se contente pas d'apporter un éclairage nécessaire sur le lien entre les langues et le développement. Il met surtout en évidence leur interaction féconde. Car, ainsi que le démontre l'auteur, « le développement transforme le rôle des langues dans la société » et « le langage a lui-même des effets sur le développement et peut même le transformer ».

L'exercice auquel se livre Christian TREMBLAY consiste à établir une relation entre le « développement durable » et les questions linguistiques. Et ce n'est point une sinécure. Économiste et linguiste, il fait partie des auteurs que leur formation dote d'une certaine légitimité lorsqu'il s'agit de mener une réflexion rigoureuse pour rapprocher deux expressions, en apparence, éloignées. Ainsi, l'une des principales thèses de ce travail est qu'« il est impossible de traiter de développement durable sans prendre en compte la diversité culturelle et linguistique ».

Pour enrichir ces postulats, l'auteur explore, tour à tour, les principaux domaines fournisseurs d'arguments et de contenus. S'appuyant sur les sciences économiques, il interroge ainsi le « développement », égrène et passe au crible « les métamorphoses et les différentes formulations données au concept de développement durable ». À travers des références philosophiques, historiques et géopolitiques, il en justifie le fondement sociétal. Puis il nous propose une lecture constructive des rapports entre l'alphabétisation, la culture et le développement.

Tous ces détours sont autant de prolégomènes à la saisie du « développement durable » depuis son apparition formelle dans le désormais célèbre rapport Brundtland (1987). En effet, soutient Christian TREMBLAY, « on s'apercevra que

beaucoup de façons de poser la question du développement durable sont des approfondissements de la notion de développement et nous conduisent, au final, à montrer que les questions linguistiques sont une des dimensions du développement durable, souvent méconnue, et largement sous-estimée ».

En insistant sur la place de l'éducation et de l'alphabétisation dans tout processus de développement, l'auteur met en exergue la corrélation entre le développement et la langue. Tremblay démontre, et cela n'a rien de superfétatoire, que la question du développement durable n'est pas et ne doit pas uniquement se concevoir et se comprendre sous le prisme de l'écologie. C'est, écrit-il, « clairement un problème d'éducation, de langue et de communication, que l'on aurait tort de considérer comme toujours résolu et qui se manifeste partout y compris dans des économies dites développées ».

Ses propositions en faveur de la promotion d'un « plurilinguisme décomplexé » dans la société invitent à la réflexion. Il s'agit d'actions diverses, qui jouent aussi bien sur le rationnel que sur l'affectif, auprès des décideurs politiques et économiques, des jeunes, des universitaires et de la cohorte de ceux que l'on pourrait appeler opportunément, sans qu'on ne nous en tienne rigueur, les influenceurs linguistiques.

En matière de promotion du développement, les bonnes intentions sont nombreuses mais l'intendance, souvent, fait défaut. C'est à peine si on y envisage un quelconque intérêt pour les langues. Ainsi, entre les discours et les actes, Jean-Michel ELOY s'interroge sur la place des langues dans les rapports onusiens sur le développement humain. Il a, pour les besoins de son article, passé au crible tous les rapports produits de 1990 à 2006. Le constat est bien triste pour le linguiste : « La place des langues y est très réduite, à l'exception du rapport de 2004 portant sur la liberté culturelle ». Cela n'est guère surprenant pour de nombreux spécialistes des langues et des cultures qui,

depuis des décennies, s'évertuent à interpellier les décideurs sur la nécessité d'intégrer la dimension linguistique au titre des indicateurs du développement humain et de ne pas envisager la crise du développement uniquement sous un angle macrostructurel.

C'est avec raison qu'en lieu et place du développement, Eloy insiste sur la notion de développement humain, plus inclusive.

Toutefois, Eloy nous invite à plus d'optimisme car les rapports témoignent chronologiquement d'une évolution de paradigme. D'une ignorance totale du rôle des langues dans le développement, les lignes bougent vers une prise de conscience que les spécialistes des langues et cultures gagneraient à accompagner jusqu'à installer par leurs travaux de recherche et actions sur le terrain : « les langues jouent un rôle dans ce développement humain, et nous pouvons y reconnaître de nombreuses questions sur lesquelles travaillent les linguistes ou sociolinguistes. Voici quelques exemples de thèmes dont on trouve des échos dans ces rapports : identité linguistique – statut socio-politique des langues – politique linguistique – politique éducative – accès à l'éducation – langue d'éducation – droit de vivre dans sa langue – oppression linguistique – coexistence de personnes de langues différentes... ».

C'est bien d'ailleurs la contribution des linguistes à propos du thème « langue et développement » qu'Eloy convoque dans son article. C'est une erreur, selon lui, de penser que seuls les pays dits pauvres devraient intégrer dans leurs politiques la corrélation entre les langues et le développement. Il apostrophe d'ailleurs remarquablement qui de droit, de façon inattendue et d'une manière qui pourra potentiellement désopiler les esprits accommodants. Sa réflexion a tout d'un défi lancé à la doxa mais elle a le mérite d'ouvrir le débat : « l'hypothèse que je voudrais proposer, dont l'importance pourrait être très grande, c'est qu'en matière de développement humain vu sous l'angle

linguistique, les pays du Sud, je pense à l'Afrique en particulier, ont peut-être beaucoup à apprendre aux pays du Nord ».

Le compte-rendu de l'ouvrage collectif *Les langues-cultures moteurs de démocratie et de développement* offre à sa coordinatrice, Martine BOUDET, l'arrière-plan idéal pour analyser des commotions géopolitiques ainsi que des conflits localisés à travers le monde qui présentent hélas, d'une région à l'autre, les mêmes invariants anthropologiques : substrat linguistico-culturel, revendications identitaires et/ou territoriales, aspirations émancipatrices face aux « communautarismes de repli et conservateurs », face aux nouveaux impérialismes et totalitarismes, qu'ils soient économiques, politiques ou culturels. « Ce sombre panorama international est heureusement éclairé par des fulgurances régionales qui peuvent être prometteuses, et dont la contemporanéité est significative d'une logique d'ensemble ». De nombreuses situations bien documentées dans l'article et présentées en annexe offriront aux lectrices et lecteurs des éléments pour poursuivre les débats.

L'ouvrage sur les langues-cultures fait le pari d'une évolution plus harmonieuse du monde et apporte ses expertises et expériences à cet égard. Les armes cordiales des auteurs, linguistes et anthropologues, sont les sciences humaines et sociales – ethno-linguistique, sémiotique, anthropologie culturelle, géo-politique, sociologie, philosophie – les lettres et arts, l'éducation scolaire et populaire, les médias alternatifs ou non dominants, le tourisme culturel, les institutions. Leur objectif principal est le rééquilibrage des relations internationales, intercommunautaires, interculturelles, interlinguistiques, de manière à émanciper les peuples de logiques de domination et de « soumission volontaire » devenues anachroniques en ces temps d'émergence de villes-monde et d'espaces créoles largement visités et médiatisés. Leurs paramètres et objets de référence portent sur les relations entre langues-cultures majoritaires et minoritaires, entre

monolinguisme et plurilinguisme, entre centre et périphéries, capitale et régions, Nord et Sud... Leur paradigme est la démocratisation culturelle et le développement durable, cosmopolite certes mais aussi davantage autocentré dans le cas des sphères dominées. Selon Martine BOUDET, l'une des réponses à la crise systémique ainsi que des systèmes démocratiques réside dans la promotion de la diversité.

Qu'est-ce que le multilinguisme ? comment se construit-il ? C'est à une réflexion sur l'émergence des langues et sur la double relation d'inclusion et de convergence entre langue individuelle et langue collective que nous invitent Francesc FELIU et Josep NADAL dans leur article, loin des sentiers battus.

Le point de départ de leur réflexion est le suivant : « les langues sont des constructions historiques et sont devenues un élément central des identités collectives qui sont, elles aussi, une construction. Il nous faut donc établir une distinction clairement marquée entre deux réalités : en premier lieu, la réalité linguistique naturelle, ce que chacun des locuteurs a acquis inconsciemment à partir des contacts avec ses parents et son entourage immédiat (la langue individuelle) et, en second lieu, sa représentation construite (la langue collective) que les locuteurs acquièrent collectivement au cours d'un apprentissage planifié. »

Les postulats que défendent FELIU & NADAL rompent avec le consensus intellectuel mou ambiant et nous invitent à revisiter nos certitudes. Ils donnent le ton, par exemple, lorsqu'ils soutiennent mordicus que le monolinguisme est une illusion. Et que le multilinguisme en est également une.

C'est dans cette même perspective que nos collègues abordent la distinction entre langue parlée et langue écrite en produisant une lecture originale de la signification de l'écriture pour un code linguistique. Originale également, la notion de « carte des langues » qu'ils introduisent et sur laquelle ils attirent tout

particulièrement notre attention. Les auteurs n'éludent pas la question discriminante du prestige qui, pour eux, n'est qu'artificiel dans la mesure où il n'est nullement intrinsèque à la langue mais le résultat de concours de circonstances. Qu'on les affuble des dénominations ou épithètes qui nous agréent, parlons, dialecte, petite langue, grande langue... Tout n'est qu'« abstraction ».

Tout au long de leur communication, FELIU & NADAL n'ont eu de cesse de démontrer qu'une langue est une langue ! Ce qui compte, c'est ce qu'elle apporte aux individus qui la pratiquent et ce qu'elle leur permet d'exprimer au quotidien. Le poète Pier Paolo Pasolini devrait s'en réjouir, lui qui associe, dans un de ses poèmes, le déclin d'un monde à l'extinction des dialectes. C'est la promotion de la diversité linguistique qui est au cœur de cet article. L'église doit, pour ainsi dire, rester au milieu du village !

L'article de Monique MARNEFFE développe, d'une part, la complexité belge en ce qui concerne l'emploi des langues et la communication intercommunautaire (néerlandophone et francophone) et, d'autre part, la télécollaboration, en tant que « dispositif passerelle » linguistico-culturel, « un tremplin pour une éducation à l'interculturel ».

L'auteure développe le cas de l'enseignement des langues vivantes étrangères, à l'heure actuelle, dans les deux principales communautés du pays et montre combien le contexte communautaire peut être politiquement et médiatiquement instrumentalisé. Il en ressort que pour les jeunes générations, « le contexte affectif est très peu stimulant pour apprendre la langue de l'autre ». Faut-il alors s'étonner du choix « spontané » de l'anglais ? Les enseignements de cet état des lieux, bien documentés, de l'enseignement des langues vivantes en Flandre et en Wallonie sont édifiants mais ne surprennent pas car la plupart des pays européens partagent cette réalité : le déséquilibre en faveur de l'anglais. Dans ce tableau, nous

retiendrons plus particulièrement les mécanismes institutionnels mis en place pour tenter de rétablir cette distorsion : les écoles d'immersion.

La seconde partie du travail de Monique MARNEFFE concerne le dispositif éducatif expérimenté entre la KU Leuven (université néerlandophone) et l'ULiège (université francophone). Elle y développe plus spécifiquement les activités tandem axées sur le développement de la compétence langagière orale et sur la conscientisation (inter)culturelle. Il conviendra d'y entendre « la prise de conscience des fonctionnements culturels propres ainsi que de ceux d'individus appartenant à l'autre communauté ». L'analyse des perceptions des étudiants francophones et néerlandophones en ce qui concerne leurs positionnements culturels révèle finalement assez bien de similitudes perçues, d'où l'hypothèse formulée par l'auteure selon laquelle les Belges auraient développé une identité culturelle propre présentant davantage de points communs que ne veulent le faire croire certains discours de type nationaliste.

Analyse de la communication politique en temps de guerre, l'article de Carmen SAGGIOMO fait parler des affiches de guerre, hauts faits de propagande de la première guerre mondiale, pour montrer le rôle de la langue dans la quête de consolidation de la cohésion nationale et dans la transmission des aspirations et valeurs communes. L'auteure nous présente une exégèse des affiches de guerre qui met en évidence un paramètre rendu invisible par l'assignation fonctionnelle classique en temps de guerre. Ces affiches sont aussi des œuvres d'art à la confluence entre le contenu imaginé et le contenu exprimé, entre le texte linguistique et le texte iconique. Dès lors, la langue n'est plus réduite à un simple instrument véhiculaire mais devient « l'expression durable d'une forme de vie communautaire ». Qu'il s'agisse de parénèse ou d'épidictique, la manipulation qui n'est jamais loin, se pare des oripeaux des affiches lorsqu'il s'agit de recruter du personnel pour le front,

susciter l'adhésion de la population à la guerre voire au moment de l'impliquer dans l'effort de guerre.

Pour le lecteur, l'auteure isole à partir de son corpus des affiches de deux artistes français renommés de l'époque, ainsi que trois axes fonctionnels : la propagande, la communication, et l'esthétisme. Il ne s'agit ni plus ni moins que du reflet de la politique linguistique de l'État français à cette période historique parce que derrière l'œuvre artistique se trouve un commanditaire : l'homme politique, dont les intentions ne sont plus un mystère. « Les affiches analysées, nous dit Saggiomo, sont un très bon échantillon pour mettre en valeur les caractéristiques des manifestes de guerre : l'appel à la communauté, les références directes à la vie quotidienne, le rappel aux racines historiques et l'accent sur les valeurs idéales. Il s'agit de quatre éléments qui trouvent leur alimentation fondamentale dans une langue commune » et que l'auteur considère comme des ingrédients du développement d'une communauté. La langue lui servant, dans des moments cruciaux, de ressource tantôt pour se retrouver, tantôt pour se réinventer.

3. Amplifier la voix des minorités

Le printemps arabe n'aura pas été qu'un mouvement politique et social. Les secousses de cette commotion se sont ressenties jusqu'au cœur de la langue arabe et de ses dialectes qui auront incontestablement été impactés avec l'émergence de nouveaux types de discours, au nombre desquels ce que Salam DIAB-DURANTON nomme « discours protestataires ». Elle les analyse selon les canons de la linguistique descriptive pour mieux mettre en exergue la mutabilité et l'évolution de la langue arabe et de ses variétés ainsi que l'influence, sur ces codes aussi bien écrits qu'oraux, des adstrats et des voix extérieures au paysage arabe.

La révolte a engendré « des mutations dans les pratiques langagières du discours politique et général », en témoignant les

occurrences significatives constitutives du corpus. Elles ont été répertoriées à partir de discours politiques, de slogans recensés dans les médias, les réseaux sociaux ainsi que dans des extraits d'ouvrages rédigés en arabe sur le discours protestataire.

Les camps qui s'affrontent, le pouvoir et l'opposition (politique et la masse populaire), possèdent chacun leur mode d'expression. Chacun avec ses références idéologiques et culturelles. Ainsi, l'auteure montre que de façon générale, le support linguistique des régimes politiques arabes conservait une « forme normée » de la langue arabe. Toutefois, l'option populiste restait à portée de main du *Raïs* chaque fois qu'il sentait le pouvoir vaciller. La voix du peuple, le dialecte, l'expression majoritaire des populations, se substituait alors opportunément au mode d'expression classique avec pour objectif de les reconquérir. Il est intéressant de noter que le régime syrien a fait exception à cette alternance des codes, conservant comme unique véhicule l'arabe standard moderne – pour des raisons bien précises que l'auteure nous détaille dans son article.

Le discours des islamistes s'inscrivait, quant à lui, dans « une réalité d'apparence paradoxale entre archaïsme et contemporanéité ». Et face à ces postures discursives sclérosées, l'on retrouve le code de la « rue », la voix des émeutiers, « une expression authentique et vivante » qui est au cœur de l'analyse. « Le support linguistique de leurs revendications est exprimé par une palette de variations [...] d'une hybridation linguistique (mêlant l'arabe à l'anglais et/ou au français dans une même phrase) ou tout simplement en langues étrangères (le français et l'anglais) ».

L'article de Salam DIAB-DURANTON cartographie les innovations linguistiques (lexicales, syntaxiques et morphologiques) qui ont émergé pendant le Printemps arabe. En témoignent les différentes manières de dénommer la protestation populaire dans tous les pays arabes qui ont été

passés au crible. L'auteure met, pour ainsi dire, en valeur l'évolution lexico-sémantique de l'arabe ainsi que la constitution d'un vocabulaire nouveau, dans des contextes variés, mais intra-arabes.

L'article de Natacha NIEMANTS est une contribution à la recherche en médiation humanitaire dans la mesure où elle explore la thématique peu étudiée de la gestion des silences lors des interactions interprétées (ou pas) en contexte socio-médical et multilingue. L'auteure nous propose une analyse des silences des patient.e.s allophones dans les consultations médicales. Parce que le non-dit ou ce qui n'est pas dit est tout aussi expressif, les praticien.ne.s devraient être sensibilisé.e.s à cette autre forme du discours. En particulier lorsqu'au cours des consultations, « les patient.e.s pourraient prendre la parole mais ne le font pas (tout de suite) ».

L'auteure montre, à partir d'un matériau bien fourni, la qualité communicationnelle des silences et le rôle de l'interprète-médiateur dans la gestion de ces derniers. Le choix de l'analyse conversationnelle se justifie entièrement mais l'auteure nous montre aussi comment le logiciel ELAN contribue à faire prendre conscience de la « quantité » du silence dans une conversation. Le cœur du sujet est dans l'observation des fonctions du silence, particulièrement intéressantes dans la communication entre patient.e.s francophones et soignant.e.s italophones interagissant directement ou à l'aide d'un tiers traduisant. Cela conduit l'auteure à faire des propositions plus didactiques et à proposer de interventions formatives dont le but est de permettre aux professionnel.le.s de la langue et de la santé impliqué.e.s de mieux interpréter les pauses. La typologie des silences, l'analyse de leurs durées et de leurs positions qu'elle dresse dans son article seront très utiles dans cette démarche.

Illustration concrète de la recherche-action « ancrée dans un problème réel », cet article est une contribution de qualité à la compréhension des enjeux dans les interactions interprétées et

s'intègre parfaitement avec la thématique de notre ouvrage, le développement social en contexte plurilingue et les solidarités que peut parvenir à construire l'interprète lorsqu'il devient un médiateur avisé.

Cet article est, et nous tenons à le noter, une exhortation à un moment d'humanisme et de compassion vis-à-vis de femmes et d'hommes marqués par une double urgence : se soigner dans un pays qui les accueille et vaincre l'insécurité linguistique qui est la leur dans les institutions sanitaires du pays dont elles/ils ne comprennent/parlent pas (ou comprennent/parlent peu) la langue. Leur silence s'y révèle souvent aussi être... leur parole.

Depuis la Grèce, Themistoklis PAPADOPOULOS nous dresse un tableau en demi-teinte de la question des minorités linguistiques et culturelles : celui de deux minorités linguistiques avec des fortunes diverses. La Grèce moderne qui est redevenue, à sa création, un état monolingue, ne reconnaît qu'une seule langue dans l'administration et dans l'éducation, le grec. Sa politique linguistique a, de ce fait, été discriminatoire à l'égard de certaines populations et tolérante pour d'autres. Ainsi, tandis que les Aroumains bénéficiaient d'aménagements particuliers, les albanophones ont quant à eux, selon la belle formule de Papadopoulos, « connu le sort de toutes les populations minoritaires qui ont choisi le mauvais côté de l'histoire ». Ainsi, si les premiers ont réussi à maintenir leurs spécificités linguistiques et culturelles jusqu'à l'époque contemporaine, les seconds n'ont pas réussi à survivre comme minorité linguistique et leur langue est aujourd'hui menacée de disparition alors qu'elle était très répandue et dynamique pendant la période ottomane.

L'auteur ne se contente pas d'analyser ici les causes du destin asymétrique des langues de ces deux communautés. Celles-ci sont multiples, mêlant géopolitique, religion, économie et statut social. Qui plus est, elles sont basées sur des stratégies différentes mises en œuvre par les principaux dirigeants des

deux communautés respectives. Papadopoulos explore les pistes de la renaissance de leurs langues et s'interroge sur le rôle, dans ce processus, de la volonté politique (aussi bien du pouvoir que des minorités), des ressorts épilinguistiques, de l'immigration, de l'éducation et de l'usage de la langue dans l'expression des besoins quotidiens.

La problématique des minorités linguistiques est également au centre des préoccupations de Patrycja BOBOWSKA-NASTARZEWSKA. Elle présente la situation linguistique et culturelle de deux communautés en Pologne, les Roms et les Juifs, et met en évidence les conséquences de la discrimination et de la relégation linguistique sur l'intégration sociale et la vie socioprofessionnelle des individus issus de ces minorités.

Afin de fournir une lecture objective, l'auteure s'appuie sur un vaste corpus constitué de proverbes et des documents issus de la presse et des médias polonais lorsque ceux-ci s'emparent de la question des minorités ou relatent des faits (divers) en relation avec l'une ou l'autre communauté. Les stéréotypes langagiers que présente l'auteure sont peu valorisants. Et c'est à juste titre qu'elle met en garde contre toute exploitation tendancieuse : « Soulignons le fait que les proverbes et les stéréotypes mentionnés sont des figements, donc un cliché, une photographie d'une période dans l'histoire, d'une époque donnée. Les contenus de ces figements n'ont plus rien à voir avec la réalité actuelle. Évidemment, il faudrait se garder de les prendre au pied de la lettre et de les répéter étourdiment. Il serait ainsi injuste de se baser sur eux pour porter un jugement quelconque sur les deux communautés étudiées ».

Les actions entreprises par les pouvoirs publics en Pologne pour protéger ces minorités et favoriser leur intégration au sein de la communauté nationale sont nombreuses. Elles sont principalement d'ordre linguistique et culturel. Mais il est évident que développement, communauté, langue, mémoire et discours ne font qu'un et que seules des politiques intégrées,

ambitieuses et synergiques peuvent aboutir à une amélioration sensible des conditions d'existence des groupes humains dans un territoire donné. Finalement, c'est dans cette narration, dans cette configuration, dans cette instance d'unité que repose la mission principale de la linguistique pour le développement – de la théorie, au terrain, à la restitution.

Première Partie
Advocatus diaboli ?

